

Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
Centre Val de Loire – 37380 NOUZILLY

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

*La procédure de consultation est le marché à procédure adaptée selon les articles R2123-1
et R2123-4 à R2123-7 du Code de la Commande publique*

Maître de l'ouvrage :

**INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE,
L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT**

**Etablissement public de l'Etat à caractère
Scientifique et Technologique**

Objet de la consultation :

**CONSTRUCTION D'UNE CHAUFFERIE BIOMASSE ET D'UN RESEAU
DE CHALEUR – SECTEUR 3 – UNITE PFIE – CENTRE INRAE VAL DE
LOIRE**

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1	Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entreprise	4
1.2	Tranches et lots	4
1.3	Travaux intéressant la défense	4
1.4	Contrôle des prix de revient	4
1.5	Maîtrise d'œuvre	4
1.6	Ordonnancement, Pilotage, Coordination (O.P.C.)	4
1.7	Contrôle technique	4
1.8	Coordination Sécurité	5
2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
3	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	5
3.1	Répartition des paiements	5
3.2	Dépenses de chantier	6
3.2.1	Dépenses d'investissement :	6
3.2.2	Dépenses d'entretien :	6
3.2.3	Facilités données par le Maître d'ouvrage :	7
3.3	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie	7
3.3.1	Modalités d'établissement des prix :	7
3.3.2	Caractéristique des prix pratiqués :	7
3.3.3	Documents concernant les prix à fournir au début des travaux :	7
3.3.4	Travaux en régie :	7
3.3.5	Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine :	7
3.3.6	Approvisionnements :	7
3.4	Variation dans les prix	7
3.4.1	Mois d'établissement des prix du marché :	8
3.4.2	Index de référence :	8
3.4.3	Modalités de variation des prix :	8
3.4.4	Révision provisoire :	8
3.4.5	Application de la taxe à la valeur ajoutée :	8
3.5	Paiement des sous-traitants	8
3.5.1	Désignation de sous-traitants en cours de marché :	8
3.5.2	Modalités de paiement direct :	9
3.6	Solde	9
3.6.1	Décompte final	9
3.6.2	Projet de Décompte général	9
3.6.3	Décompte général	10
3.7	Modalités et délais de règlement	10
4	DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	11
4.1	Délai d'exécution des travaux	11
4.1.1	Calendrier prévisionnel d'exécution	11
4.1.2	Calendrier détaillé d'exécution	11
4.2	Prolongation des délais d'exécution	11
4.3	Pénalités et retenues pour retard	12
4.3.1	Retard dans la remise des documents du dossier d'exécution	12
4.3.2	Retard sur le délai d'exécution	12
4.3.3	Montant des pénalités de retard par jour calendaire et retenues	12
4.3.4	Absences et retards au rendez-vous de chantier	12
4.3.5	Retard dans la déclaration de sous-traitance – Non déclaration de sous-traitance	12
4.3.6	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé	13
4.4	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	13
4.5	Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution	13
4.6	Suspension des travaux en cas de circonstances imprévisibles	13
4.7	Clause de réexamen	13
5	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	13
5.1	Retenue de garantie	13
5.2	Avance	14
5.3	Avances sur matériels	14
6	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	14
6.1	Provenance des matériaux et produits	14
6.2	Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	14

6.3	Caractéristiques, qualités, vérifications des matériaux et produits	15
6.4	Prise en charge, manutention et conservation par l'entreprise des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage	15
7	IMPLANTATION DES OUVRAGES	15
7.1	Piquetage général	15
7.2	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	15
8	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	15
8.1	Reconnaissance des lieux	15
8.2	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	15
8.3	Plans d'exécution et de synthèse, études d'exécution	16
8.4	Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	16
8.4.1	Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier :	16
8.4.2	Installations à réaliser par l'entreprise :	16
8.4.3	Transport par voie d'eau :	16
8.4.4	Emplacements mis à disposition pour déblais :	17
8.4.5	Hygiène et sécurité :	17
8.4.6	Signalisation des chantiers :	17
8.4.7	Réglementations particulières :	17
8.4.8	Restrictions des communications	17
8.4.9	Utilisation des voies publiques :	18
8.5	Développement durable	18
8.6	Garde du chantier en cas de défaillance d'une entreprise	18
9	CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	18
9.1	Essais et contrôles des ouvrages	18
9.2	Réception et garantie	18
9.3	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	18
9.4	Documents fournis après exécution	18
9.5	Délais de garantie	19
9.6	Garantie de bon fonctionnement	19
9.7	Garanties complémentaires	19
10	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	19
10.1	Obligation de confidentialité	19
10.2	Confidentialité des documents	20
10.3	Responsabilités et assurances	20
10.3.1	Responsabilités	20
10.3.2	Assurances	20
11	LITIGES	20
12	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	21
ANNEXE : CLAUSES DE PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION		22

1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entreprise

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent le marché relatif aux travaux suivants :

La construction d'une chaufferie biomasse et d'un réseau de chaleur – secteur 3 – unité PFIE – centre INRAE Val de Loire

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1.2 Tranches et lots

Le marché est constitué d'un lot unique.

Les travaux sont divisés en une seule tranche.

1.3 Travaux intéressant la défense

Sans objet.

1.4 Contrôle des prix de revient

Sans objet.

1.5 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la société ESPACE 3 ARCHITECTURE située 22 rue du Belvédère – 86580 BIARD, chargé d'une mission de base.

La maîtrise d'œuvre émet tous les ordres de services qui sont validés par le maître d'ouvrage dans les cas suivants :

- L'ordre de service de démarrage de la période de préparation du chantier
- Les ordres de service entraînant une modification des conditions d'exécution du marché notamment en termes de délai d'exécution et de montant

1.6 Ordonnancement, Pilotage, Coordination (O.P.C.)

Sans objet

1.7 Contrôle technique

Le contrôle technique est confié à la société SOCOTEC CONSTRUCTION située 2 Allée du Petit Cher – BP 40155 – 37551 SAINT AVERTIN CEDEX.

Il est titulaire des missions suivantes :

- L, LE, STI, Vérification initiale des installations électriques

1.8 Coordination Sécurité

Un coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé est désigné, pour les phases conception et réalisation (niveau 3), par le Maître d'ouvrage. La coordination sera réalisée par la société SOCOTEC CONSTRUCTION située 2 Allée du Petit Cher – 37551 SAINT AVERTIN.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

a) Pièces particulières :

- ✓ Acte d'engagement (AE) ;
 - Annexe 1 : Répartition du montant des travaux
 - Annexe 2 et suivantes éventuelles : Demande(s) d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitances éventuelles ;
- ✓ Présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
 - Son annexe relative aux clauses de protection des données et sécurisation des systèmes d'information ;
- ✓ Calendrier prévisionnel d'exécution, visé à l'article 4.1.1 du présent C.C.A.P. ;
- ✓ Calendrier détaillé d'exécution, visé à l'article 4.1.2 du présent C.C.A.P. ;
- ✓ Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, assorti des documents ci-après :
 - Ses 10 annexes
- ✓ PGCSPS ;
- ✓ Mémoire technique du candidat ;
- ✓ Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ;
- ✓ Devis du titulaire ;
- ✓ Actes notifiés en cours d'exécution du marché.

b) Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.2.

- ✓ Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil.
- ✓ Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) du 30 mars 2021.

3 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entreprise titulaire et à ses co-traitants et/ou sous-traitants le cas échéant.

3.2 Dépenses de chantier

3.2.1 Dépenses d'investissement :

L'entreprise supporte les frais de l'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dont il est titulaire.

Les dépenses dont la nature est indiquée dans le tableau suivant sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu par l'entreprise titulaire du marché :

Nature des dépenses
<ul style="list-style-type: none">- Etablissement du panneau d'affichage du permis de construire (dispositions de l'article R 424-15 du Code de l'Urbanisme)- Branchements provisoires d'égouts- Exécution des voies d'accès provisoires- Branchements provisoires d'eau- Branchements provisoires d'électricité- Etablissement des clôtures et panneaux de chantier (code du travail art. R 8221-1)- Installation d'éclairage et de signalisation- Installations communes de sécurité et d'hygiène- Installation de téléphone- Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement- Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par le bâtiment- Réseau provisoire intérieur d'électricité, y compris son raccordement- Installation des comptages énergie électrique et eau

3.2.2 Dépenses d'entretien :

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus au 3.2.1 sont réputées rémunérées par les prix du marché.

Pour le nettoyage du chantier :

- l'entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé. En cas de non-respect par l'entreprise des consignes de nettoyage, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de faire effectuer le nettoyage par un tiers aux frais de l'entreprise.
- l'entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais.
- l'entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Il assurera la gestion des bennes durant l'exécution de son marché. Après son intervention, il assurera la gestion des rotations des bennes.

Tri sélectif des déchets

L'entreprise est tenu de respecter les prescriptions relatives à la gestion des déchets.

3.2.3 Facilités données par le Maître d'ouvrage :

Les emplacements ci-après désignés sont mis à la disposition de l'entreprise, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution, pour les installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux :

- terrain à proximité du bâtiment à construire. Les lieux doivent être remis en état, en fin de travaux, dans le délai prévu pour le repliement des installations de chantier,
- les installations et fluides ci-après désignés sont à la disposition de l'entreprise pour l'exécution des travaux dans les conditions suivantes :
 - ⇒ Pour information, le site est accessible, les jours ouvrés, de 8 h. à 18h. En dehors de ces horaires, l'accès pourra être autorisé par le maître d'ouvrage.
 - ⇒ le maître de l'ouvrage se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entreprise et raccordées à ses réseaux privés.
 - ⇒ le maître de l'ouvrage comptabilisera l'eau potable et l'énergie électrique nécessaires au chantier.

3.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

3.3.1 Modalités d'établissement des prix :

Les prix du marché sont hors T.V.A.

3.3.2 Caractéristique des prix pratiqués :

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

3.3.3 Documents concernant les prix à fournir au début des travaux :

Sans objet.

3.3.4 Travaux en régie :

Sans objet.

3.3.5 Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine :

Sans objet.

3.3.6 Approvisionnements :

Sans objet.

3.4 Variation dans les prix

Les prix sont révisables suivant les modalités fixées ci-dessous.

3.4.1 Mois d'établissement des prix du marché :

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG Travaux, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de réception des offres initiales ; ce mois est appelé "mois zéro : M0".

3.4.2 Index de référence :

L'index de référence I choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux est : BT40

3.4.3 Modalités de variation des prix :

La révision est effectuée par application de la formule suivante :

Le coefficient de révision « Cn » applicable pour le calcul de l'acompte du mois « n » est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0.15 + 0.850 \frac{(I_n)}{I_0}$$

I₀ et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché respectivement au mois zéro et au mois « n » d'exécution des prestations.

3.4.4 Révision provisoire :

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte établi postérieurement à la parution de l'index correspondant.

3.4.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des sommes versées à l'entreprise est calculée en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3.5 Paiement des sous-traitants

3.5.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché :

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments relatifs à la sous-traitance.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 3.6.1.2 du C.C.A.G. travaux
- la personne habilitée à donner les renseignements en matière de nantissement et de cession de créances.
- le comptable assignataire des paiements.
- le compte à créditer.

3.5.2 Modalités de paiement direct :

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

3.6 Solde

3.6.1 Décompte final

Après l'achèvement des travaux le titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Le titulaire notifie son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Le décompte final établi par le titulaire comprend :

- les calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires ;
- le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- le cas échéant, les pièces justifiant les débours, effectués au titre de l'article 26.4, dont il demande le remboursement ;
- les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

3.6.2 Projet de Décompte général

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général qui comprend :

- le décompte final
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans lequel il fait ressortir :
 - a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
 - b) Le montant des primes, le cas échéant ;
 - c) Le montant de la TVA ;
 - d) Le montant des pénalités, le cas échéant ;
 - e) L'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte ;
 - f) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ;
 - g) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;
 - h) Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde selon les éléments communiqués par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général, trente jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;

3.6.3 Décompte général

Dans un délai de trente jours à compter de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le titulaire envoie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le départ du délai de paiement.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la mention prévue à l'article 12.4.2, les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.

3.7 Modalités et délais de règlement

Les sommes dues en exécution du marché seront payées par virement administratif dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception du décompte par le maître d'ouvrage conformément à l'article R2192-12 du Code de la Commande Publique.

En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

Les demandes de paiement, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies. A de l'annexe 2 du CGI, les références du marché.

Transmission des factures

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format PDF.

Les informations nécessaires à la transmission des factures à destination de INRAE-centre Val de Loire, via Chorus Pro, sont mentionnées dans le tableau suivant :

N° SIRET de INRAE – CENTRE VAL DE LOIRE	180 070 039 00870
Code du service concerné à INRAE (facultatif)	FACTURES_PUBLIQUES (548580)
N° d'engagement juridique (OBLIGATOIRE) (Bon de commande)	Communiqué à la notification du marché (exemple : 45xxxxxxxx)
N° TVA intracommunautaire	FR 57 180 070 039

4 DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 Délai d'exécution des travaux

4.1.1 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution **est de 6 mois**.

La période de préparation est fixée à 1 mois par dérogation à l'article 28.1.
Cette période est incluse dans le délai d'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux le délai prescrit à l'ordre de service inclue la période de préparation et de travaux.

La date prévisionnelle de début d'exécution des travaux est fixée au 19 mai 2025 (délai de préparation inclus).

4.1.2 Calendrier détaillé d'exécution

4.1.2 a) Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le maître d'œuvre et l'O.P.C. désignés par le maître d'ouvrage, après consultation de l'entreprise titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution cité au 4.1.1.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux.

Après acceptation par l'entreprise, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation de la personne responsable des marchés dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au 8.1 ci-après.

4.1.2 b) Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entreprise de commencer l'exécution des travaux.

4.1.2 c) Au cours du chantier et avec l'accord de l'entreprise, le maître d'œuvre et l'O.P.C. peuvent modifier le calendrier détaillé d'exécution.

4.1.2 d) Le calendrier détaillé visé au 4.1.2 a), éventuellement modifié comme il est indiqué au 4.1.2 c), est notifié par ordre de service à l'entreprise et devient pièce contractuelle.

4.2 Prolongation des délais d'exécution

Pour le calcul du nombre de journées d'intempéries, la station météorologique de référence est la station de Météo-France à Parçay-Meslay.

4.3 Pénalités et retenues pour retard

Par dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G., les pénalités sont dues dès le premier euro.

4.3.1 Retard dans la remise des documents du dossier d'exécution

Les pénalités encourues pour retard dans la transmission des documents du dossier d'exécution sont égales à **50 €** par jour. Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux, elles sont applicables sans mise en demeure.

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé élaboré et éventuellement modifié comme il est indiqué au 4.1.2 a) et c) ci-dessus.

4.3.2 Retard sur le délai d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, le titulaire s'engage à respecter le délai d'exécution tel que fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement et au calendrier détaillé d'exécution sous peine d'encourir la pénalité journalière, sans mise en demeure, indiquée au 4.3.3. ci-après.

4.3.3 Montant des pénalités de retard par jour calendaire et retenues

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité journalière d'un montant fixé à **1/1000^{ème} du montant de leur marché.**

4.3.4 Absences et retards au rendez-vous de chantier

Le titulaire est tenu d'assister aux réunions de chantier et de répondre aux convocations du maître d'œuvre. Il sera représenté par une personne responsable. Les noms des personnes responsables du chantier seront communiqués dès le début des travaux.

En cas de retard ou d'absence à une réunion de chantier, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

- ✓ **100 €** pour un retard supérieur à 1/2 heure,
- ✓ **200 €** pour une absence non excusée 24 H avant le rendez-vous de chantier.

4.3.5 Retard dans la déclaration de sous-traitance – Non déclaration de sous-traitance

Le titulaire est tenu de déclarer ses sous-traitants quel que soit leur rang, dès qu'il en a connaissance et avant toute intervention sur le chantier.

En cas de retard pour déclarer un sous-traitant, le titulaire encourt une pénalité de **200 €** par sous-traitant.

Pour rappel, aucun sous-traitant ne sera accepté sur le chantier sans agrément préalable.

4.3.6 Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé

En cas de non-respect des prescriptions du P.G.C.S.P.S., il sera appliqué à l'entreprise défaillant une pénalité, sans mise en demeure, d'un montant de **100 € TTC** par jour de retard par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux.

4.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

Quinze (15) jours avant la date de réception des ouvrages, l'entreprise devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entreprise après mise en demeure par ordre de service restée sans suite, sans préjudice d'une pénalité journalière définie à l'article 4.3.3. ci-dessus.

4.5 Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

A la fin des travaux dans le délai de **1 mois** à compter de la date de la notification de la décision de réception des ouvrages, l'entreprise devra remettre au maître d'œuvre, en relation avec l'O.P.C., le D.O.E. définitif (plans de récolement, notices d'entretien et d'utilisation) en 2 exemplaires au format papier et 1 exemplaire au format dématérialisé défini à l'article 9.4 du présent C.C.A.P.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par l'entreprise, une retenue égale à **300 € TTC par jour de retard** sera opérée sans mise en demeure par dérogation à l'article 19.3 du C.C.A.G. Travaux, sur les sommes dues à l'entreprise.

4.6 Suspension des travaux en cas de circonstances imprévisibles

La suspension temporaire des travaux en cas de circonstances imprévisibles entraînant des surcoûts financiers sera justifiée par voie de modification de marché.

4.7 Clause de réexamen

En cas de circonstances exceptionnelles ou aléas de chantier non prévisibles initialement dans le marché, celles-ci seront prises en compte par voie de modification de marché.

5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 3 % pour les petites et moyennes entreprises et de 5 % pour les autres entreprises correspondant à chaque acompte est prélevée par marché.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée au gré du titulaire par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la Commande Publique **pendant toute la durée du marché.**

La garantie est restituée à la suite d'une mainlevée délivrée par l'Administration dans le mois suivant l'expiration du délai de garantie.

5.2 Avance

Pour les marchés dont le montant initial en prix de base est au moins égal au seuil fixé par le Code de la Commande Publique pour le versement de l'avance, une avance sera versée à l'entreprise, sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement.

Suivant les dispositions de l'article B.10.1 du CCAG Travaux, le montant de l'avance est égal à 10 % pour les PME et 5% pour les autres entreprises, du montant initial du marché (en prix de base) si le délai N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois. Il est égal au produit de ces dix ou cinq pour cent (10 ou 5 %) par $\frac{12}{N}$ (N étant exprimé en mois)

N

si le délai N dépasse douze mois.

Le paiement de l'avance interviendra sur présentation d'une caution bancaire ou garantie à première demande dans le délai de 30 jours comptés à partir de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des travaux.

Aucune variation de prix ne sera appliquée au montant de l'avance.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées qui figure à un décompte mensuel atteindra 65 % du montant initial du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le Code de la Commande Publique pour le versement de l'avance.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 10 % pour les PME et 5% pour les autres entreprises, du montant des travaux sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entreprise ayant conclu le contrat de sous-traitance. Cette entreprise prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

5.3 Avances sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entreprise.

6 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entreprise ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications des matériaux et produits

Le CCTP précise quels matériaux produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entreprise ou de sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entreprise sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le maître d'œuvre.

6.4 Prise en charge, manutention et conservation par l'entreprise des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

7 IMPLANTATION DES OUVRAGES

Les opérations de piquetage sont effectuées contrairement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux.

7.1 Piquetage général

Le piquetage général du bâtiment sera effectué sous la responsabilité l'entreprise en présence du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage pour validation, avant le commencement des travaux conformément à l'article 27.2.3 du CCAG T avec le degré de précision indiqué au CCTP.

7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué avec l'assistance du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage qui prendra financièrement à sa charge les sondages préalables.

8 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Reconnaissance des lieux

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des lieux et en avoir ainsi compris les spécificités en rapport avec le chantier qui lui est confié.

Le titulaire devra se rendre compte sur place de la nature et de l'importance des travaux à exécuter lors de la visite afin de prendre connaissance des sujétions d'exécution, pour un parfait achèvement des travaux.

Il appartient au titulaire de vérifier l'exactitude des renseignements fournis dans le présent document et de faire part de ses remarques, par écrit, lors de la remise de son offre, faute de quoi aucune réserve de sa part ne pourra être acceptée en cours d'exécution des travaux.

8.2 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation. Sa durée est fixée à l'article à l'article 4.1.1 du présent C.C.A.P.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, le titulaire est responsable des tâches à réaliser pendant la période de préparation.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes :

- par les soins du maître d'ouvrage :

⇒ mise à disposition de l'entreprise des terrains nécessaires.

- par les soins du maître d'œuvre, de l'O.P.C. :

⇒ élaboration, après consultation de l'entreprise, du **calendrier détaillé d'exécution** visé au 4.1.2 a) ci-dessus ;

⇒ achèvement par le maître d'œuvre des plans d'exécution, plans de synthèse et des études d'exécution (pour les prestations génie climatique, plomberie, sanitaire et fluides spécifiques).

- par les soins de l'entreprise conformément au CCTP :

⇒ un planning des travaux détaillés par phase y compris pour la dépose des équipements,
⇒ une série de plans de détail d'exécution complets des travaux ; ces plans comportant tous renseignements utiles à son intelligence et à sa vérification ;

⇒ les notes de calcul pourront être fournies en minutes, pour être restituées au Titulaire après contrôle ;

⇒ le cas échéant, dans un délai de 8 jours (huit) après retour du projet d'exécution accompagné de toutes observations du Maître d'œuvre, établissement d'un nouveau plan d'exécution rectifié suivants les observations apportées.

Cette énumération n'est pas limitative, le Maître d'œuvre pouvant à tout moment demander à l'entrepreneur tous plans de détails et d'exécution ou schéma de détails.

8.3 Plans d'exécution et de synthèse, études d'exécution

Les plans d'exécution, plans de synthèse et études d'exécution devront être visés par le contrôleur technique mentionné à l'article 1.7 du présent C.C.A.P. dans le cadre de sa mission.

8.4 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

8.4.1 Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier :

Voir article 3.2.3.

8.4.2 Installations à réaliser par l'entreprise :

L'entreprise devra réaliser l'installation de chantier conformément à l'article 5.1.1 du CCTP.

8.4.3 Transport par voie d'eau :

Sans objet.

8.4.4 Emplacements mis à disposition pour déblais :

Aucun emplacement n'est mis à disposition du titulaire pour le dépôt de déblais.

8.4.5 Hygiène et sécurité :

Il est rappelé à l'entreprise l'obligation du respect des dispositions suivantes :

- Mise en place des principes généraux par référence au Code du Travail et à l'ensemble des textes réglementaires relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers de construction, conformément aux lois et décrets ci-après :
 - * La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiée sur les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.
 - * Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Les mesures particulières ci-après sont à prendre par l'entreprise :
 - installation de chantier et protections collectives (définies au CCTP et au Plan Général de Coordination)
 - respect des mesures de coordination prises sur le Plan Général de Coordination (fourni au dossier de consultation).
 - rédaction des Plans Particuliers de Sécurité et Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) effectuée par les entreprises et à remettre au Coordinateur S.P.S. en deux exemplaires.
 - remise par l'entreprise à la réception des ouvrages :
 - du D.O.E. (plans de récolement, notice d'entretien et d'utilisation). Ces dossiers seront remis au coordonnateur S.P.S. pour les annexer au Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O).

8.4.6 Signalisation des chantiers :

Sans objet.

8.4.7 Réglementations particulières :

Sans objet.

8.4.8 Restrictions des communications

A la demande du maître d'ouvrage :

- ✓ la liste et les périodes d'intervention du personnel de toutes les entreprises, compris sous-traitants ou indépendants agréés par le maître d'ouvrage, devront être tenues à jour sur un registre ou un tableau et à la disposition du maître d'ouvrage, de l'O.P.C. et du coordonnateur SPS et des organismes de prévention pour contrôle.
- ✓ la circulation sur le site et la zone chantier ne sera autorisée qu'au personnel de toutes les entreprises compris sous-traitant et indépendants possédant un **vêtement de travail et logo de l'entreprise sur le casque.**

8.4.9 Utilisation des voies publiques :

Sans objet.

8.5 Développement durable

Conformément à l'article L. 541-7-1 du Code de l'environnement, l'Entreprise de travaux titulaire du marché s'assurera de la bonne exécution des opérations suivantes, pour le compte du maître d'ouvrage, producteur des déchets :

- Caractériser les déchets, selon leur nature, avant tout transfert vers une installation intermédiaire ou dans un exutoire dûment autorisé à les prendre en charge en portant une attention particulière aux déchets dangereux ;
- Prendre toutes les dispositions exigées en matière de stockage, d'étiquetage et de transport requis ;
- Transmettre les Certifications d'Acceptation Préalables réglementaires obligatoires, ainsi que tout autre document provenant des autres exutoires et les transmettre au maître d'ouvrage ou à la Maîtrise d'œuvre.

8.6 Garde du chantier en cas de défaillance d'une entreprise

Sans objet

9 CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du CCTG et par le CCTP sont assurés par l'entreprise à la diligence du maître d'œuvre.

9.2 Réception et garantie

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux. Elle prend effet à la date de cet achèvement.

L'entreprise est chargée d'aviser le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

La réception est prononcée sous réserve de l'exécution concluante des prestations et des essais prévus au C.C.T.P.

9.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.4 Documents fournis après exécution

A la fin des travaux et au plus tard le jour de la réception des ouvrages, l'entreprise devra remettre au maître d'œuvre pour vérification un exemplaire du projet de D.O.E. conformément aux dispositions du CCTP., notamment pour permettre le suivi de la réalisation des épreuves.

Après les essais avérés concluants, l'entreprise disposera **de 1 mois** pour faire les compléments et la mise à jour correspondant aux demandes du maître d'œuvre, en relation avec l'O.P.C.

Le D.O.E. définitif (liste des documents précisée à l'article 2.11.4.6 du CCTP) sera fourni en 2 exemplaires et un exemplaire au format dématérialisé.

Pour les plans établis par informatique, il sera demandé un exemplaire des fichiers au format DWG et PDF.

9.5 Délais de garantie

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à **12 (douze) mois à partir de la date d'effet de la réception des travaux.**

9.6 Garantie de bon fonctionnement

Conformément à l'article 1.13 du CCTP, la garantie de bon fonctionnement sera de 2 ans à compter de la signature du PV de réception des ouvrages sans réserve.

9.7 Garanties complémentaires

Conformément à l'article 3.9.2 du CCTP, à compter de la signature du PV de réception des ouvrages sans réserve, les garanties suivantes s'appliquent :

- 5 ans pour les chaudières ;
- 3 ans pour les brûleurs.

10 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

10.1 Obligation de confidentialité

Le Titulaire qui, à l'occasion du marché, a reçu de l'INRAE communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune des informations qui résultent de l'exécution du marché ou pourraient parvenir à sa connaissance.

Il doit avertir sans délai l'INRAE de toute violation constatée de cette obligation de confidentialité.

La responsabilité du Titulaire pourra être recherchée en cas de manquements aux consignes du fait de son personnel, aussi bien en matière de contrôle des entrées et sorties de personnes, qu'en matière de contrôle des sorties d'objets, matériels, marchandises ou documents de toute nature.

Elle pourra être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Le Titulaire devra faire signer à son personnel une reconnaissance formelle de l'obligation de discrétion.

En cas de non-respect par le Titulaire des règles de confidentialité énoncées ci-dessus, l'INRAE se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le marché, sans renoncer au bénéfice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice subi.

10.2 Confidentialité des documents

Les documents à caractère confidentiel sont les suivants :

- Les comptes rendus de chantier
- Toutes photos prises du site

10.3 Responsabilités et assurances

10.3.1 Responsabilités

Le Titulaire emploie sous sa seule responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution de la mission. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations pourrait causer :

- à son personnel, aux agents de l'INRAE ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à l'INRAE ou à des tiers.

10.3.2 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entreprise doit justifier qu'il est titulaire :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels aux agents ou à des tiers, aux matériels et aux locaux de l'INRAE ou de tiers à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché.

La garantie devra être illimitée pour les dommages corporels.

Le titulaire s'engage à fournir, avant tout commencement d'exécution et à chaque reconduction expresse du marché, au Représentant du Pouvoir Adjudicateur une attestation de son assurance indiquant la nature et la durée de sa garantie. Le non-respect de cette clause par le Titulaire entraînerait la résiliation du marché, sans aucune indemnité compensatrice pour ce dernier.

En cas d'exigence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, ce dernier est réputé la prendre à sa charge dans son intégralité.

Le Titulaire s'engage à informer expressément INRAE de toute modification de son contrat d'assurance.

Tout dégât ou bris de matériel appartenant à INRAE, du fait du Titulaire, sera réparé ou remplacé par celui-ci, à ses frais, en accord avec le Directeur des Services d'Appui à la Recherche ou son représentant, dans les huit jours suivant la constatation

11 LITIGES

Dans l'éventualité d'un litige entre INRAE et le titulaire, les parties s'efforceront de trouver un règlement amiable à leur désaccord.

A défaut, les litiges seront réglés par les lois et règlements du droit français. Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent :

Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45057 Orléans
Email : greffe.ta-orleans@juradm.fr
Tel : 02.38.77.59.00

12 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

La dérogation explicitée dans l'article désigné ci-après du C.C.A.P. est apportée à l'article suivant des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- ✓ l'article 3.4.1 du CCAP déroge à l'article 9.4.2 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ L'article 4.1.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ L'article 4.1.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 4.3 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 4.3.1 du CCAP déroge à l'article 19.3 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 4.3.2 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 4.3.3 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 4.3.4 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 4.3.6 du CCAP déroge à l'article 19.3 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 4.3.7 du CCAP déroge à l'article 19.3 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 4.5 du CCAP déroge à l'article 19.3 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 8.2 du CCAP déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux

ANNEXE : CLAUSES DE PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION

1. Exigences règlementaires de confidentialité et sécurisation des données applicables au titulaire et ses sous-traitants

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

1.1. Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

1.2. Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

1.3. Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

1.4. Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

1.5. Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglementeuropeen-protection-donnees>), et plus largement :

Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,

L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-quil-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.

Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au marché.

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

2. Engagement du titulaire

2.1. Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,

- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Lors des phases de développement, test et recette, ne pas utiliser les données personnelles réelles contenues dans les bases,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

2.2 Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci.
- Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).
- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter a minima les mesures de sécurisation concernant :
- La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
- Les développements spécifiques,
- L'hébergement des données et des services,
- La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
- Le maintien en condition de sécurité,
- La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
- La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.

2.3. Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.